

tenue sous la présidence de Madame MADELAIGUE, assisté(e)
de Monsieur ROUSSEAU et Madame FOULON, Conseillers
En présence de Madame PORTES, Rapporteur public
Madame STRZALKOWSKA, Greffière

09 heures 45

01)	DOSSIER N° 2101059	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Michel A. saisit le Tribunal du litige qui l'oppose au conseil municipal de la commune de Cauterets en ce qui concerne sa demande d'insertion d'une tribune dans le bulletin d'information municipale	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur A. Michel	Monsieur A. Michel
Défendeur	COMMUNE DE CAUTERETS	Maître POUDAMPA Vincent (Cour)
02)	DOSSIER N° 2100967	RAPPORTEURE: Madame Florence MADELAIGUE
Titre de l'affaire	M. Fabien D. et Mme Nadège P. demandent l'annulation de la décision implicite de rejet née du silence gardé par la commune de Sévignacq à leur demande préalable tendant à obtenir que le maire prenne un arrêté d'alignement conforme jugement du 21 juin 2018 par lequel le tribunal de céans a jugé que la bande de terrain comprise entre leur mur de clôture et la voir communale du chemin de Jacoupet ne relevait pas du domaine public routier communal	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D. Fabien	SCP TUCOO-CHALA
Défendeur	Madame P. Nadège COMMUNE DE SEVIGNACQ	SCP TUCOO-CHALA SCPA COUDEVILLE-LABAT-BERNAL

09 heures 45

03)	DOSSIER N° 2201173	RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU
Titre de l'affaire	La SCI CHAMPLouis demande au tribunal d'annuler la décision en date du 2 novembre 2021 prise par le maire de la commune de Tarnos portant non-opposition à la déclaration préalable n° DP 40 312 21D0285 déposée le 21 septembre 2021 par Mme Jeanine L. pour la création d'un auvent dans sa résidence principale	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SCI CHAMPLouis	Maître TUGAS Antoine (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE TARNOS Madame L. Jeanine	SCP BOUYSSOU ET ASSOCIÉS SCPA MOUTET LECLAIR
04)	DOSSIER N° 2201608	RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU
Titre de l'affaire	RENOI TA BORDEAUX - La SAS BORGIA demande au tribunal d'annuler l'arrêté en date du 23 juin 2022 pris par le maire de la commune de Biscarrosse portant retrait du permis de construire PC 4004 621 X0278 qui lui a été délivré tacitement le 7 mai 2022 pour la construction d'une maison sur un terrain sis 405 avenue du Béarn	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SAS BORGIA	Maître ACHOU - LEPAGE Guillaume
Défendeur	COMMUNE DE BISCARROSSE	CABINET COUDRAY
05)	DOSSIER N° 2202039	RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU
Titre de l'affaire	La SAS BORGIA demande au tribunal d'annuler l'arrêté en date du 4 août 2022 pris par le maire de la commune de Biscarrosse portant rectification d'une erreur matérielle de l'arrêté n° 1007 portant retrait de l'arrêté n° PC 40046 21 X0278 délivré tacitement le 7 mai 2022 relatif à la construction de nouvelles constructions sis 405 avenue du Béarn	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SAS BORGIA	Maître ACHOU - LEPAGE Guillaume
Défendeur	COMMUNE DE BISCARROSSE	CABINET COUDRAY

09 heures 45

06)	DOSSIER N° 2200913	RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU
Titre de l'affaire	La commune d'ESPOUEY demande au tribunal d'annuler la décision en date du 9 novembre 2021 pris par le préfet des Pyrénées-Atlantiques portant non-opposition à la déclaration n° 64-2021-00122 déposée par la société Sovi le 10 mai 2022 relative à la création du lotissement du Pibeste, ensemble la décision implicite de rejet née le 5 mars 2022	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	COMMUNE ESPOEY	Maître LEPLAT Julien (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES SOCIETE SOVI	
07)	DOSSIER N° 2201337	RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU
Titre de l'affaire	Mme Valérie D. demande d'annuler la décision implicite de rejet prise par le ministre de l'écologie de sa demande du 8 avril 2022 portant sur l'aquittement d'une créance échue et non honorée et le paiement d'intérêts moratoires avec capitalisation des intérêts au titre de l'indemnité spécifique de service (ISS) 2020	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame D. Valérie	Madame D. Valérie
Défendeur	MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES	
08)	DOSSIER N° 2201172	RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU
Titre de l'affaire	M. Jean-Claude V. demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet prise par le ministère du travail, née le 2 mai 2022 mars 2022 et de le condamner à l'indemnité des préjudices subis résultants de son exposition professionnelle à l'inhalation de fibres d'amiante durant sa carrière en qualité d'ouvrier au sein de la société SNCF	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur V. Jean-Claude	MICHEL LEDOUX ET ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS	

09 heures 45

09)	DOSSIER N° 2200950	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	Mme Marie-Thérèse A. et M. Guy A. demandent au tribunal d'annuler la décision tacite prise par le maire de la commune de Seignosse portant non opposition à la déclaration préalable n° DP 4029621 D0004 délivrée le 8 janvier 2021 à la SCI de la Maison de la Plage portant sur des travaux d'extension et de surélévation d'une maison existante	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame A. Marie-Thérèse Monsieur A. Guy	Maître BAUCOU Fabienne (Cour) Maître BAUCOU Fabienne (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SEIGNOSSE SCI DE LA MAISON DE LA PLAGE	SCP BOUYSSOU ET ASSOCIÉS Maître RIGNAULT Philippe (Cour)
10)	DOSSIER N° 2202587	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	Mme Marie-Thérèse A. et M. Guy A. demandent l'annulation du permis de démolir n° PD 4029622 D0001 délivré le 17/6/2022 par le maire de Seignosse à la SCI Maison de la plage, de la DP 4029622 D 00041 délivré le 20/6/2022 par le même maire à la même SCI pour la transformation d'un abri de jardin en dépendance sur un terrain sis 58 Impasse du Sporting, l'annulation du refus implicite du maire de Seignosse d'utiliser ses pouvoirs conférés par les articles L. 480-1 et suivants du code de l'urbanisme	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame A. Marie-Thérèse Monsieur A. Guy	Maître BAUCOU Fabienne (Cour) Maître BAUCOU Fabienne (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SEIGNOSSE SCI MAISON DE LA PLAGE	SCP BOUYSSOU ET ASSOCIÉS Maître RIGNAULT Philippe (Cour)

09 heures 45

11)	DOSSIER N° 2200250	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	Mme Annie P., veuve L., M. Damien L. et Romain L. demandent l'annulation de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par la ministre des Armées sur la réclamation préalable des requérants, présentée le 25 octobre 2021 et tendant à la réparation intégrale de leurs préjudices personnels en lien avec la faute commise par l'Etat relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame P. VEUVE L. Annie	SCP TEISSONNIERE TOPALOFF LAFFORGUE ANDREU (Cour)
	Monsieur L. Damien	SCP TEISSONNIERE TOPALOFF LAFFORGUE ANDREU (Cour)
Défendeur	Monsieur L. Romain	SCP TEISSONNIERE TOPALOFF LAFFORGUE ANDREU (Cour)
	MINISTÈRE DES ARMÉES	
12)	DOSSIER N° 2300014	RAPPORTEURE: Madame Céline FOULON
Titre de l'affaire	M. Hamdi S. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2022-12-09.a en date du 9 décembre 2022 pris par le préfet des Hautes-Pyrénées portant refus d'admission au séjour, obligation de quitter le territoire français de 30 jours, fixant le pays de destination et abrogation et remplacement de tout document de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur S. Hamdi	Maître MOURA Henri (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	
13)	DOSSIER N° 2200178	RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU
Titre de l'affaire	RENVOI DU TA DE PARIS - M. David P. demande l'annulation de la décision implicite de rejet du ministère des armées née le 12 juillet 2021 suite à son recours contre la décision de suppression des majorations d'heures de nuit et des jours fériés travaillés depuis le 1er janvier 2020.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur P. David	Maître PETRIAT Nelly
Défendeur	MINISTÈRE DES ARMÉES	

09 heures 45

14)

DOSSIER N° 2302940

RAPPORTEUR: Monsieur Samuel ROUSSEAU

Titre de l'affaire M. David P. demande au tribunal de faire injonction au ministère des armées de régulariser les sommes qui lui sont dues au titre de rappels de majoration d'heures de nuit, de jours fériés travaillés et de congés payés afférents

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur

Monsieur P. David

Maître PETRIAT Nelly

Défendeur

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté le 26/09/2024

Le président du tribunal